

**M<sup>me</sup> LE GAL AUJOURD'HUI À ALGER**

# Le Mali, mais pas seulement

*Hélène Le Gal, conseillère Afrique de l'Elysée, effectue aujourd'hui une visite à Alger. La date de cette visite n'est pas fortuite. Elle fait suite à la tenue, la semaine dernière à Alger, du Comité bilatéral stratégique algéro-malien sur le Mali et se déroulera en prélude de la tenue début septembre (le 1<sup>er</sup> ?) au dialogue inter malien qui se tiendra aussi à Alger et qui a accusé un report «consensuel» (dixit MAE algérien). Au-delà du problème malien, la conseillère de l'Elysée vient dans une conjoncture tout à fait singulière, caractérisée par la gravité de la situation dans toute la région Afrique et sur laquelle même la muette algérienne a tiré la sonnette d'alarme.*

La conseillère Afrique de François Hollande n'en est pas à sa première visite à Alger. Le 12 novembre en préparation du sommet Elysée-Afrique sur la paix et la sécurité qui a eu lieu en décembre dernier à Paris. C'est dire que la conseillère, et plus globalement le pouvoir français, sait que sans Alger, les solutions dans la région sont illusoires. La France est aujourd'hui convaincue que sans Alger ses prétentions initiales à régler le problème malien avec l'opération militaire Serval ont été illusoires. Le Mali n'est toujours pas «pacifié» ; les groupes armés sont toujours là, leurs revendications plus fortes que jamais, et au grand dam de son président Ibrahim Boubaker Keita, ces groupes armés revendiquent jusqu'à l'intégration de leurs troupes dans l'armée régu-

lière et la promotion de beaucoup d'entre eux au grade de «général». Ayant réussi toutefois à les faire venir à la table des pourparlers, ce fut là un exploit de la diplomatie algérienne qui a réussi à faire adopter par les autorités maliennes et les 6 groupes armés présents une feuille de route pour les phases à venir ; un arrêt des hostilités et un engagement à lutter contre les groupes terroristes qui sévissent dans le nord du Mali. Le succès enregistré lors de la première phase des pourparlers d'Alger ne doit surtout pas masquer les problèmes de fond qui restent à régler pour aboutir enfin à un accord de paix. «Ce sera achevé dans des semaines et non des années» a déclaré le MAE algérien M. Lamamra à l'issue de la tenue, jeudi dernier à Alger, de la 6<sup>e</sup> session du comité



La conseillère du président français, Hélène Le Gal.

bilatéral stratégique algéro-malien. Simples paroles d'encouragement d'aller de l'avant ou maîtrise réelle de la situation par les chefs de file des négociations ? On serait plutôt d'accord sur cette deuxième hypothèse sachant la détermination de notre MAE. Les faits sont toutefois têtus et la dégradation de la situation dans toute la région peut faire tout basculer même si au Mali des lueurs d'espoir sont là. Ce que vivent certains pays du continent africain est révélateur

de l'échec cuisant de l'intervention française dans cette région. Fallait-il consacrer autant de moyens, notamment militaires, pour préserver ses intérêts pétroliers et plus globalement économiques dans la région ? Aujourd'hui en France et particulièrement en cette phase de croissance nulle dans l'Hexagone, des voix s'élèvent pour dire non et assez au recours par Paris aux interventions de stabilisation et aux opérations militaires coûteuses : Epervier au Tchad ;

Licorne en Côte d'Ivoire ; Serval puis Barkhane au Mali, Sangaris en Afrique Centrale. Et enfin l'intervention «libératrice» en Libye qui a mis ce pays KO et qui en a fait une réserve de terroristes, menaçant tout le continent.

C'est du Mali que discutera bien sûr l'envoyée de Hollande aujourd'hui avec ses homologues algériens, mais en cette conjoncture particulière, les discussions ne se limiteront pas au Mali. «La situation régionale a connu des développements périlleux, caractérisés par la recrudescence des actes de violence et la détérioration préoccupante de la situation sécuritaire à nos frontières.» C'est l'armée algérienne qui le déclare dans son dernier édit de la revue *Eldjeich*. Et comme les deux parties - algérienne et française - considèrent que «la sécurité régionale constitue un enjeu incontournable de leur relation» et qu'il y aurait «convergence de vues sur l'importance de la lutte contre le terrorisme et de la gestion des frontières», l'on est tenté de penser que le Mali ne sera pas le seul point de discussion ce jour avec l'envoyée Afrique de Hollande.

Khedidja Baba Ahmed

## CANCERS DE LA PEAU

# La progression du nombre de cas inquiète

*Les cas de cancer de la peau se multiplient en Algérie, alerte le professeur Amar Khodja, chef de service dermatologie au CHU Mustapha-Pacha. Selon une étude réalisée en 2012, sur une seule forme de cancer cutané, le mélanome, 5 à 10 nouveaux cas sont diagnostiqués par an dans chaque service de dermatologie à l'échelle nationale.*

Salima Akkouche – Alger (Le Soir) - La progression du nombre des cas de cancer de la peau en Algérie inquiète. S'il est difficile de résister au teint halé en cette période d'été, l'exposition au soleil reste déconseillée. Puisque les cancers de la peau sont directement liés à une surexposition au soleil. Intervenant hier, au forum

du quotidien *DK News*, le professeur Amar Khodja a indiqué que le soleil est le premier facteur de risque. Personne n'est à l'abri, cependant, souligne l'intervenant, certaines personnes sont plus prédisposées que d'autres à développer un cancer cutané. C'est le cas des peaux claires. «Plus on est clair de peau, moins on a de la mélanine» souligne-t-il. Les grains de beauté, les antécédents familiaux et la pollution sont également des facteurs de risque, prévient le professeur. La prédominance du cancer de la peau en Europe est plus importante que dans les pays du Maghreb, selon ce spécialiste. Les pays occidentaux, dit-il, sont classés dans le phototype 1, 2 et 3, tandis que les pays du Maghreb, sont dans les phototype 3, 4, 5 et 6. L'Algérie est classée dans les pho-

totypes 3 et 4 soit une protection assez bien. Le phototype est une catégorisation des types de peau vis-à-vis de leur sensibilité au rayonnement ultraviolet. Plus le phototype est bas, plus le sujet doit se protéger du soleil.

Concernant les pays du Maghreb, le professeur qui s'appuie sur une étude a indiqué que la prédominance de la maladie est pratiquement la même. La moyenne, dit-il, est entre 5 à 6 nouveaux cas de cancer de type mélanome diagnostiqués par an et par service de dermatologie. Le professeur Amar Khodja n'a pas donné le chiffre global des personnes atteintes du cancer cutané. Cependant, rappelle-t-il, une étude réalisée en 2012 a démontré qu'entre 5 à 10 nouveaux cas de mélanome, une tumeur maligne



La progression du nombre des cas de cancer de la peau en Algérie inquiète.

qui se caractérise par l'apparition de taches pigmentées sur la peau saine, sont admis annuellement dans chaque service hospitalier du pays.

Par ailleurs, le professeur a indiqué que les différentes formes du cancer de la peau sont guéris-

sables lorsque le malade se présente au premier stade de la maladie.

Concernant les enfants, le spécialiste a indiqué qu'il est interdit d'exposer au soleil un enfant de moins de deux ans.

S. A.

## APRÈS LE RÉCENT SÉISME À ALGER

# La culture de la gestion du risque fait son entrée dans le milieu scolaire

*La Protection civile et le ministère de l'Education envisagent d'instaurer la culture de la gestion du risque dans le milieu scolaire. Un plan d'action réparti sur trois étapes prévoit entre autres, l'inspection de la conformité des établissements, mais aussi des exercices d'évacuation.*

Mehdi Mehenni – Alger (Le Soir) - Le dernier séisme en date donne décidément à réfléchir aux autorités publiques. Comme la population en milieu scolaire qui représente entre six et sept millions d'élèves, tous paliers confondus, est très importante, la Protection civile en collaboration avec le ministère de l'Education misent sur les générations montantes. Lors d'une rencontre organisée hier, au niveau de la direction générale de la Protection civi-

le, le lieutenant-colonel Farouk Achour a expliqué que cette initiative se fera dans le cadre d'une convention signée en 2002, et qui traite de la réduction des risques majeurs en milieu scolaire. «Lors du dernier séisme, nous avons remarqué qu'il y a eu plus de victimes parmi les adultes. Mais comme la population scolaire est très importante et que l'enfant a souvent pour réflexe d'aller répéter chez lui ce qu'il apprend à l'école, nous avons pensé faire de lui non

seulement un ambassadeur de notre message mais aussi et surtout le former pour plus tard...», souligne-t-il. Ce plan d'action qui sera ainsi réactivé dès la prochaine rentrée scolaire va, ainsi, permettre, précise toujours la même source, «d'inculquer la culture du risque et de permettre à la population scolaire au niveau des trois cycles (primaire, moyen et lycée) d'acquérir des connaissances pour se protéger contre une éventuelle catastrophe naturelle». Le lieutenant-colonel Farouk Achour affirme que même les enseignants sont ciblés par cette initiative et qu'ils peuvent, eux aussi, contribuer et véhiculer le message d'une manière plus large. «Notre but est

justement d'accompagner le développement psychomoteur de l'enfant en lui transmettant des connaissances pour se protéger en cas de catastrophes», ajoute-t-il. Par ailleurs, et s'agissant des détails de ce plan d'action, le chargé de communication au niveau de la Protection civile fait savoir qu'il est réparti en trois étapes. Il s'agit d'abord pour un premier temps de visiter et inspecter la conformité des établissements.

Les visites de prévention servent ainsi de voir si les écoles sont toujours conformes... puisque les certificats de conformité que nous procurons peuvent être annulés au bout d'une année, en cas de travaux ou détérioration de la bâtisse.

En seconde étape, il s'agit de l'information, la sensibilisation, et la formation au geste de premiers secours à travers la mise en place de plans et exercices d'évacuation.

Aussi, en cas de séisme, comment faire l'évacuation en toute sécurité et pour que, surtout, les élèves ne cèdent pas à la panique. Pour cela, la troisième étape s'avère plus qu'indéniable puisqu'il est question de sensibiliser les directeurs d'établissement pour prendre des dispositions à l'encontre d'élèves à mobilité réduite. «Leurs classes de cours doivent être obligatoirement au rez-de-chaussée», prévient-il.

M. M.